

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : un retour sur la première semaine de 2016

2016, dans les têtes, ne ressemble pas à l'ouverture d'une nouvelle page.

2015 a été marquée par la peur, la stupéfaction, la colère ; la conscience d'un danger intérieur qui s'est durablement installé et la redécouverte de la patrie ; de nouveaux paliers que l'on a vu le Front national franchir. Comment gérer toutes ces nouveautés ? « *On sait que tout est chamboulé, mais rien n'est réglé* » est ce qui semble ressortir des réactions.

4 enjeux paraissent structurer durablement les représentations, qui pourraient former le cadre des questionnements et attentes de cette année, au-delà des tourbillons et des écumes de l'actualité :

- la sécurité et ses conséquences (avec qui accepte-t-on de vivre ?) ;
- l'emploi et la capacité à continuer les réformes ;
- les migrations et les malaises moraux qu'elles provoquent ;
- le renouveau politique et de la République.

1. Sur la **sécurité et le terrorisme**, les nombreux papiers « 1 an après Charlie » n'ont pas permis de redonner une logique au présent, mais ont **confronté à nouveau chacun aux questionnements ouverts en janvier 2015** qui n'ont toujours pas trouvé de réponse.

Les gens s'attendent à de nouveaux attentats - que des piques de rappel régulières (Goutte d'Or) viennent réactualiser. Mais « ***l'état de guerre*** » et la ***mobilisation qui va avec suscite des incompréhensions qu'il faudra continuer à traiter*** : troubles sur la forme de cette guerre (qui ne correspond pas à l'image traditionnelle) ; lien perçu entre menace intérieure et extérieure pas clair ; incertitudes sur les contours de l'ennemi (qui ? Les jeunes, des « gamins de chez nous », l'Islam ?).

- **A court terme, la prolongation du débat sur la déchéance de nationalité** risque de renvoyer aux « *petites batailles politiques* » et au retour des postures en décalage sérieux avec les questionnements lourds réveillés cette semaine. Les débats qui ont commencé sur l'arsenal de mesures proposées (et l'agacement des médias sur la déchéance ?) pourraient nous aider à revenir aux autres réponses. Le Monde nous a aidé (malgré lui...) en favorisant leur médiatisation, offrant une caisse de résonance au discours des Invalides, et permettant de marginaliser un peu le débat sur les « failles » qui commençait à monter.

La polémique Taubira semble à ce stade dans l'opinion « usuelle » (elle n'est de toute façon pas vue comme crédible sur ces sujets) même si à moyen terme il faudra veiller à ce que cela ne rouvre pas la plaie du manque d'autorité du PR (qui paraît davantage en première ligne que le PM).

- Au-delà, **il nous faudra tout au long de l'année continuer à cadrer, expliquer cette menace qui est toujours là**, incarner la protection sans laisser croire à l'infailibilité. **C'est un sujet que l'on ne pourra plus « dé-prioriser » jusqu'à la fin du mandat** (même si par chance la menace paraissait s'éloigner et que les Français la reléguaient eux-mêmes dans la liste des priorités) sauf à prendre le risque de ne pas être résilients à un prochain choc.

- **Parallèlement, les questionnements sur la société et le vivre ensemble** se réimposeront à nous (la place de l'Islam, l'avenir de la jeunesse, ...), très certainement par le biais des **interrogations sur le contour « idéal » de la Nation**, angle risqué qui germait depuis quelques temps dans les têtes et y semble désormais bien ancré. Les Français jugent légitime d'exclure aujourd'hui les terroristes. Comment mettre un frein aux envies d'aller plus loin ? Comment rassurer tous les autres, « ceux qui restent », qu'ils font bien partie de la même communauté ?

Tout laisse à penser que ce sera un débat central de l'année, que l'extrême-droite et une partie de la droite ne se priveront pas d'alimenter. **Notre capacité à proposer une reconstruction de la Nation sur des valeurs qui peuvent rassembler sera cruciale.**

- Sur ces sujets, il sera important **en termes de posture de maintenir votre relation personnelle avec les Français, en dehors de partis, affranchi des débats qui peuvent se dérouler par ailleurs**. Ce qui pourrait impliquer des prises de parole directes plus fréquentes (dont on voit, encore avec les vœux, qu'elles fonctionnent bien et permettent seules de cadrer).

2. **L'emploi revient dans les discussions et les baromètres de priorités**, après avoir assez nettement reflué après novembre, pour la première fois depuis 2012 (signe aussi que le choc a été différent de celui de janvier).

Le sentiment d'urgence va continuer à se réinstaller. Sur ce sujet, **ce ne sont plus des annonces qui sont crédibles, mais des actes** : cf. différences de jugements entre les mesures sectorielles, toutes approuvées, et la crédibilité dans la lutte contre le chômage, très faible.

L'essentiel sera de **conserver un récit d'action tout au long de l'année : si nous ne sommes pas « la pelle à la main » au moment où la situation s'améliorera, cela ne nous sera pas crédité.**

En présentation, il pourrait y avoir une utilité à mettre l'accent sur les chantiers structurels, qui même s'ils n'ont pas d'efficacité à court terme ont l'avantage :

- (i) d'occuper l'espace de débats, donc de visibilité et de sentiment d'action ;
- (ii) d'éviter les soupçons de manipulation (des chiffres du chômage par la formation) ou d'effets d'aubaine indus (aides aux PME).

3. La question des **migrants** reviendra nécessairement dans le débat. Il faudra à nouveau **expliquer ce qu'il se passe** (le manque de paroles de références est au cœur des doutes et crispations) et **montrer que l'on maîtrise le processus**.

Sans doute pour la première fois depuis longtemps, les Français attendent à nouveau quelque chose de concret de l'Europe. Non qu'ils soient réconciliés avec elle, mais ils savent que les enjeux immenses de la crise migratoire et du terrorisme ne peuvent être traités efficacement qu'à ce niveau. **Or l'Europe reste dramatiquement absente aux heures de grandes écoute** : il n'y a personne pour en faire la pédagogie, c'est toujours le parent pauvre des interviews (sauf lorsqu'il s'agit de débats très politiques), ...

Refaire beaucoup plus clairement et fréquemment le récit des réponses européennes, directement aux Français et aux heures de grande écoute, paraît une tâche inévitable (personne ne croira que nous maîtrisons la crise migratoire ni sommes efficaces contre le terrorisme sans un volet européen), et nécessairement présidentielle (ce n'est ni du niveau du PM, ni des Ministres). Après des Conseils européens particulièrement importants et qui permettent un récit (par exemple celui de février), il pourrait être utile d'expliquer aux Français sur un plateau de télévision ce qu'il se passe en Europe.

Il y a également un intérêt politique à remettre l'Europe sur la carte d'ici 2017 : c'est un sujet sur lequel **le clivage droite/gauche paraît s'estomper, mais où le clivage avec le FN est le plus grand** (souveraineté / souverainisme) ; et une zone de faiblesse du FN.

4. L'envie de **renouveau politique** devrait enfin nous pousser à réinvestir le sujet dans l'année. Il n'arrête pas de prouver ses effets, heureux ou malheureux, sous toutes ses formes. Deux nouvelles illustrations encore cette semaine :

- **La chute brutale de N. Sarkozy** dans son propre camp, qui montre à quel point les électeurs refusent de se laisser enfermer dans un cadre que l'on chercherait à leur imposer... Et qu'ils n'hésitent pas pour cela à se saisir de n'importe quelle occasion. Nous sommes sur un terrain très volatil où les têtes d'affiche peuvent glisser très rapidement.
- Sur un autre plan, **l'accueil dithyrambique réservé à F. Molins** par les auditeurs de France Inter vendredi, qui montre le très fort attrait pour des prises de paroles vues comme détachées des enjeux politique. Sans élément de langage ni aucune formule, évidemment aucune annonce, avec simplement des explications claires et professionnelles qui éclairaient les choses, beaucoup de calme et de pédagogie, et en se tenant volontairement loin des polémiques (même lorsque les journalistes ont cherché à plusieurs reprises à l'attirer sur ce terrain).

A chaque fois qu'un tel ce ton apparaît sur les antennes, il est plébiscité, quel que soit l'orateur (H. Védrine en fait souvent recette pour expliquer la situation internationale) : ce qui montre encore que les attentes de changement ne se résument pas à des têtes nouvelles.

5. Dans l'actualité de la semaine prochaine :

- **Beaucoup de baromètres de popularité à prévoir en début de semaine** : Ipsos / Le Point ; Ifop / Match ; Sofrès / Figaro Magazine. C'étaient en outre les trois qui avaient le plus monté (+17, +22 et +20) : les baisses risquent donc d'être spectaculaires, avec des commentaires médiatiques sans doute en partie décalés (les journalistes font rarement la distinction entre les baromètres ni précisent ce qu'ils mesurent).
- **Discours 11 janvier** : il y a une attente réelle dans l'opinion de pouvoir trouver les voies d'une mobilisation et d'un engagement. Une annonce sur ce sujet, pour être audible, devrait cependant clarifier nettement les dispositifs devenus illisibles (entre réserve citoyenne, garde nationale, service civique universel, puis général, ...) ainsi que notre objectif (quel est-il : consolider le collectif, resserrer les valeurs de la République, émanciper les jeunes, leur donner quelque chose ? quelle réciprocité entre droits et devoirs ?).

Adrien ABECASSIS